



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 20 décembre 2012

18080/12

**PE 613
DEVGEN 352
COAFR 413
COHAFA 164
COMER 276
PECHE 557
CADREFIN 534**

NOTE

du : Secrétariat général

aux : Délégations

Objet : **Commission du développement**

- Réunion des 17-18 décembre 2012 à Bruxelles

La réunion était présidée par Mme Joly, Verts/ALE, FR. L'ordre du jour et le procès-verbal de la réunion du 5 novembre ont été adoptés.

3. Adoption des décisions et des recommandations des coordinateurs

Les résultats des décisions et recommandations des coordinateurs du 21 novembre et du 13 décembre 2012 ont été adoptées.

4. Communications de la présidente

Pas de communications.

5. Communications de la Commission

Pas de communications.

6. Heure des questions

Aucune question n'avait été reçue par la commission.

7. Programme de travail de la Commission pour 2013 et politique de développement de l'UE - Échange de vues avec Anders Piebalgs, Commissaire en charge du développement

Le Commissaire a prononcé le discours repris en Annexe, au cours duquel il a fait le bilan de 2012 et énoncé les priorités pour 2013 dans le domaine de la politique de développement. Le Commissaire a estimé que 2012 a été une bonne année, de par une large acceptation de l'agenda pour le changement et le maintien, par l'UE, de son rôle sur la scène internationale. Par contre, pour ce qui est des niveaux de l'aide au développement, le Commissaire a reconnu que le scénario était moins positif puisqu'un certain nombre d'États membres avaient revu à la baisse leurs ambitions. Concernant 2013, M. Piebalgs a souligné deux objectifs clés: mettre en œuvre l'agenda pour le changement et faire en sorte que l'Europe parle d'une seule voix et avec détermination dans le débat post-OMD. Le Commissaire a ensuite décliné un certain nombre d'actions qui seront poursuivies par la Commission, sans oublier la tentative de défendre une augmentation de l'enveloppe pour l'instrument pour la coopération au développement et pour le FED proposée par la Commission dans le cadre financier pluriannuel .

Lors du débat qui a suivi, M. Goerens (ALDE, LU) a déploré le manque de respect par les États membres de l'objectif consistant à consacrer 0,7% du PIB à l'aide au développement. Il a qualifié de décevant le débat avec la présidence chypriote lors de la réunion précédente et il a rappelé qu'il s'agissait là non seulement d'un devoir moral, mais aussi d'un engagement précis pris par les États membres lorsqu'ils ont souscrit au consensus pour le développement. S'il a reconnu que certains États membres, comme la Grèce, sont dans l'impossibilité de respecter l'objectif de 0,7%, il a insisté sur le fait que d'autres ont la pleine capacité de le faire et il a par conséquent invité la Commission à pointer du doigt les États membres qui pointent du doigt ceux qui ont des déficits budgétaires. Le Commissaire a tenu à nuancer le débat, en mettant en exergue le fait que certains États membres respectent quand même leurs engagements. D'une manière plus générale, il a précisé que même les États ayant des difficultés budgétaires devraient pouvoir respecter l'objectif de 0,7%, puisqu'il s'agit d'une contribution proportionnelle aux moyens disponibles.

M. Goerens a aussi soulevé la question des accords de partenariat économique (APE), en souhaitant que le Commissaire Piebalgs devienne chef de file dans les négociations, à la place du Commissaire au commerce. M. Piebalgs a admis que la "communauté du développement" serait disposée à participer plus activement à la négociation des APE, tout en indiquant que le mandat conféré au Commissaire De Gucht était clair et que celui-ci devait rester chef de file.

Concernant les actes délégués, M. Goerens a déploré le manque d'implication du Parlement dans la phase de programmation et de définition des orientations stratégiques. Cela implique, a-t-il ajouté, que le Parlement s'exprime sur moins de 10% des fonds alloués, ce qui, à son avis, est politiquement inacceptable. Le Commissaire a dit partager cette analyse sur le fond, en ajoutant qu'il s'agit de trouver la juste formulation quant à la participation du Parlement.

M. Cortés Lastra (S&D, ES) a soulevé la question du soutien budgétaire, en regrettant que parfois l'UE travaille avec des gouvernements corrompus et en estimant qu'elle devrait être plus stricte sur le critère de la bonne gouvernance. Le Commissaire a cité en réponse des études qui prouveraient que le soutien budgétaire n'est pas lié à l'augmentation de la corruption.

8. Protocole entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat de pêche en vigueur entre les deux parties

Lors de l'examen du projet d'avis (Rapporteur pour avis: Mme Meissner, ALDE, DE, Fond: PECH), alors que la commission "Pêche" du Parlement européen semble s'orienter vers un vote négatif sur le protocole en raison de son impact sur l'industrie de la pêche en Europe, la commission du développement a été presque unanime à le saluer. Le rapporteur, suivi des rapporteurs fictifs et de la présidente, a qualifié cet accord d'exemplaire, en raison de son respect des intérêts des pêcheurs locaux et de la promotion d'une pêche durable et respectueuse de l'environnement. Seul M. Preda (PPE, RO) a montré une attitude plus prudente, en rappelant qu'il s'agit d'un sujet très délicat pour certains États membres et en énumérant les arguments soulevés par la commission de la pêche pour s'opposer au protocole. Le représentant de la Commission s'est félicité de l'attitude positive de la commission du développement. Quant à la question des flottilles chinoises qui profiteraient de la pêche dans les eaux mauritaniennes en battant le pavillon du pays, il a dit que, d'une part, la Mauritanie est en train de se débarrasser des bateaux les plus vétustes et, d'autre part, que l'UE se doit de respecter le choix souverain du pays tiers d'attribuer son pavillon à des bateaux étrangers.

En fin de débat, le rapporteur a regretté que le protocole soit entré en vigueur avant que le Parlement ait donné son approbation.

Délai de dépôt des amendements: **9 janvier 2013, 12 heures**

9. La situation des femmes en Afrique du Nord

M. Cortés Lastra (S&D, ES), s'exprimant au nom du rapporteur pour avis: Mme Crețu, S&D, RO (Fond: FEMM), a fait état de la dégradation de la situation des femmes en Afrique du Nord et a insisté sur l'importance de leur accès à l'éducation et à des programmes d'information sur leurs droits en tant que citoyennes. Mme Záborská (PPE, SK), tout en partageant le contenu de l'avis, a estimé qu'il fallait insister davantage sur le microcrédit aux femmes. Le représentant de la Commission a dressé un tableau plutôt sombre de la situation des femmes au lendemain du printemps arabe et a chiffré l'aide de la Commission dans ce secteur, tout en rappelant que l'aide aux femmes est un sujet transversal qui est intégré dans de nombreuses politiques.

Délai de dépôt des amendements: **19 décembre 2012, 10 heures**

10. Plateforme pour la coopération extérieure et le développement - Exposé de la Commission et de la Banque européenne d'investissement (BEI)

Un représentant de la Commission a présenté la plateforme européenne pour la coopération extérieure et le développement, dont le but est d'améliorer le fonctionnement des mécanismes de panachage des prêts et des aides non remboursables à l'extérieur de l'UE, notamment via la mobilisation de ressources supplémentaires, y compris dans le secteur privé. Un représentant de la BEI a indiqué les domaines dans lesquels la banque finance des investissements durables (secteur privé, infrastructures économiques et sociales, atténuation des effets du changement climatique).

La présidente Mme Joly, a rappelé que le Parlement est représenté au sein de la plateforme, en tant qu'observateur, par M. Staes, qui n'a pourtant pas pu assister à la première réunion qui a eu lieu le 14 décembre. Mme Joly a indiqué que la Commission a envoyé au Parlement une simple lettre, ce qui ne permet pas à celui-ci de s'exprimer sur la plateforme par le biais d'une résolution. Elle a donc demandé que la Commission procède à une véritable consultation du PE. Elle a également souhaité que la BEI puisse participer au groupe de travail politique de la plateforme.

Le représentant de la Commission a répliqué que, pour l'instant, la priorité était de démarrer les travaux de la plateforme au plus vite, même si tout n'était pas encore peaufiné.

11. Réunion des coordinateurs

À huis clos

12. Création d'un instrument de financement de la coopération au développement

L'échange de vues et retour d'informations sur les négociations sur l'ICD (Rapporteur: M. Berman, S&D, NL) a eu lieu *à huis clos*.

13. Dialogue structuré sur le programme de travail de la Commission pour 2013 et d'autres priorités opérationnelles

Mme Georgieva, commissaire chargée de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises a fait un aperçu de la situation dans les différents foyers de crises humanitaires en 2012, notamment au Sahel, au Nord du Mali, en Syrie et dans la région environnante (Liban, Jordanie) qui en subit les conséquences, ainsi qu'en RDC. Elle a expliqué les difficultés rencontrées en Syrie pour assurer un accès humanitaire adapté, le risque d'une explosion du nombre de réfugiés à laquelle il fallait se préparer, et cité l'exemple de la RDC pour illustrer les avantages liés à une bonne anticipation opérationnelle de l'action humanitaire de l'UE.

Elle a ensuite présenté les priorités de son action pour 2013. Sur le plan opérationnel, elle a indiqué que sur les quelques 80 pays où l'UE mène une action humanitaire, les foyers prioritaires étaient notamment la Syrie, le Soudan et Sud-Soudan, le Sahel, la Corne de l'Afrique, le Pakistan et la RDC. Concernant les priorités politiques et législatives, elle a entre autres cité le renforcement du règlement d'aide humanitaire, l'adoption d'un nouveau plan d'action en lien avec le Consensus sur l'aide humanitaire compte tenu de l'expiration du précédent, les éléments de la mise en place du Corps de volontaires humanitaires, la législation en matière de protection civile, la mise en œuvre de la doctrine sur la résilience au Sahel et l'élaboration d'une approche globale sur la gestion des crises externes.

Elle a sollicité le soutien des députés pour garantir un budget et une flexibilité (réserve d'urgence) à la hauteur des besoins escomptés pour le prochain cadre financier pluriannuel.

Plusieurs questions des députés ont porté sur la situation au Mali. Des questions ont également été posées sur la situation au Sahara occidental; sur la coopération entre le SEAE et la DG DEVCO, les relations UE-FAO, les relations entre l'UE et les autres donateurs internationaux, les économies potentielles et l'optimisation de l'aide à réaliser grâce à une meilleure coordination entre la Commission et les Etats membres et à une meilleure préparation aux catastrophes (disaster risk reduction).

Mme Georghieva a décrit une situation politique plutôt désastreuse au Mali et évoqué le risque qu'une intervention militaire malienne devienne inévitable pour lutter contre les organisations islamistes terroristes actives dans certaines régions du pays, ce qui entraînerait dans son sillage une catastrophe humanitaire. Elle a indiqué que la coopération entre l'UE et les organisations basées à Rome, notamment la FAO était excellente, reconnu qu'il existait certaines frictions entre certains services du SEAE et de la DG DEVCO à Bruxelles en raison d'un certain flou sur l'interprétation du mandat respectif de ces services. Concernant les relations avec les autres donateurs, elle a notamment indiqué que les économies émergentes avaient des progrès à faire en matière de part, de qualité et de prévisibilité de leur aide au développement, tout en se félicitant de leur ouverture au dialogue en général.

14. Impact de la crise financière puis économique sur les droits de l'homme

Ce point (Rapporteur pour avis: Taylor (Verts/ALE), Fond AFET) n'a pas été traité.

- Adoption des amendements
- Délai de dépôt des amendements: **8 novembre 2012, 17 heures**

15. Accès des produits et services des pays tiers au marché intérieur des marchés publics de l'Union et procédures visant à faciliter les négociations relatives à l'accès des produits et services originaires de l'Union aux marchés publics des pays tiers

L'examen du projet d'avis (rapporteure pour avis: Mme Sargentini, Verts/ALE, NL, Fond: INTA) a été reporté.

16. Rapport sur la participation de la délégation DEVE à la 39e conférence du comité de la sécurité alimentaire mondiale à Rome, du 15 au 17 octobre 2012

M. Cortés Lastra, chef de délégation de la commission du développement a fait un exposé des principales activités auxquelles la délégation du Parlement a participé et des rencontres effectuées en marge de la conférence avec quelques-uns des représentants clés présents à celle-ci, et présenté les conclusions générales résultant de cette rencontre.

M. Taylor a salué les résultats de la Conférence et noté que le nombre de personnes en situation de malnutrition avait baissé à l'échelle de la planète, passant de un milliard à environ 873 millions de personnes, tout en indiquant que leur nombre avait augmenté en Afrique et dans le monde arabe de 73 millions; qu'une augmentation du PIB n'apportait pas forcément une baisse de ces chiffres; que les femmes jouent un rôle particulièrement important en matière de sécurité alimentaire et devaient être aidées à ce titre; que la sécurité alimentaire est liée non seulement à la quantité, mais aussi à la qualité nutritionnelle des aliments disponibles. Il s'est référé à la présentation faite d'une initiative du SG des Nations-Unies ("zero hunger challenge").

Le représentant de la Commission s'est félicité des résultats de la Conférence et a annoncé l'adoption d'une Communication sur la nutrition en février et un débat sur le sujet sous Présidence irlandaise.

En réponse aux questions des députés, M. Cortés Lastra a indiqué que la FAO était en train d'établir des cartes et de faire le suivi des opérations d'accaparement des terres et s'est référé aux instruments de suivi de la volatilité des prix alimentaires.

17. Une stratégie pour la cohérence des politiques au service du développement

Le nouveau rapporteur permanent sur le sujet on objet M. Goerens a présenté ses objectifs en vue d'assurer un suivi régulier trimestriel des progrès réalisés dans ce domaine, sur lequel il a estimé que des progrès étaient à faire.

18. Questions diverses

19. Prochaine(s) réunion(s)

- 21 janvier 2013, de 15 heures à 18 h 30
- 22 janvier 2013, de 9 heures à 12 h 30 et de 15 heures à 18 h 30

**Speech by Commissioner Piebalgs
at the European Parliament's DEVE Committee
Brussels, 17 December 2012**

Introduction

Madam Chair, Honourable Members, Distinguished Guests, Ladies and Gentlemen,

I'm very pleased to be here today to bring you a round-up of the progress we have made this year with our development policy and to look ahead with you to next year.

Looking back at 2012; Agenda for Change, SE4All and SUN

I think it safe to say that 2012 has been a good year for European development policy. Despite the huge challenges facing us, we have succeeded in gaining widespread acceptance for our Agenda for Change and the new direction for EU development policy that will see us strive for high-impact aid that delivers real results on the ground. This is welcome news; the Council conclusions on the Agenda for Change, coupled with the fact that many Member States are taking a similar approach to their development cooperation, shows that we are on the right track.

At the same time the EU has maintained its leading role on the international development stage. In this International Year of Sustainable Energy for All, the EU has been recognised as having played a prominent role in setting this agenda. This has involved creating an international alliance based on partnership, with partner countries committing to reform, an investment network to establish investment-friendly climate and donors standing behind partner countries' efforts with innovative financial instruments and financing to realise access to modern energy services by 2030.

At the EU Sustainable Energy for All summit in April, President Barroso committed the EU to helping 500 million people in developing countries gain access to sustainable energy by 2030. No one is pretending that this will be a simple task. On the contrary, it will be a huge challenge. Yet it's the kind of challenge which the EU is more than capable of overcoming. Our determination to support Sustainable Energy for All is reflected in the work we are already doing on the ground to make it a success.

Similarly, the EU is committed to advancing the cause of nutrition. It has taken a leading role in the Scaling Up Nutrition – or SUN – Movement, which works on similar principles as Sustainable

Energy for All and is already delivering similar results.

The trend in EU aid levels is less welcome news. A number of Member States – for very understandable but very regrettable reasons – have scaled back their ambitions.

This will make meeting our 0.7 per cent ODA pledge more of a challenge and it's why we hope to see those Member States concerned allocate a portion of future FTT revenue to development aid.

Nonetheless, I am determined to argue forcefully that the EU should meet this pledge – a pledge endorsed at the European Council this year.

Looking ahead to 2013

If 2012 has been good year, I intend to make 2013 a pivotal one.

In 2013 we will see the Agenda for Change become a reality.

We will work with partner countries to focus aid on the drivers for inclusive growth, on governance and human rights, and on human development. We will work to focus aid as a catalyst for change, growth and a better life for millions of people on the ground – aid that is high-impact, is targeted to those who need it most and is delivered as effectively as can be, so that it gets the best possible results on the ground and gives the best possible value for money. To that end we will work more closely with Member States, in particular through joint programming in additional partner countries.

Alongside the Agenda for Change, our modernised approach to budget support is a mainstay of our plans to make EU development policy deliver more and better results and higher impact. We will limit general budget support to countries which we know will use EU taxpayers' money well, while maintaining high levels of governance, human rights and inclusiveness; and we will focus sector budget support so that it, too, delivers real results and real value for money. We will support countries in a fragile situation or in transition with a new special form of aid, helping secure vital state functions and deliver basic services to people.

Putting these principles into practice under the next MFF will pave the way for a truly European approach to more focused, more predictable and more effective budget support in EU programmes.

This time last year I presented to you the Commission's proposal for external relations instruments under the next MFF.

While, of course, I would be disappointed if our proposal for a significant increase in the DCI and EDF

did not gain acceptance, here again I am determined to argue forcefully for keeping ODA levels high. We must send out a strong signal here – and I am counting on your support to help me do so.

Let me now come to the issue of delegated acts. I believe you know me well enough by now to know that I attach great importance to democratic control in the programming process – properly balancing democratic oversight on one hand with the need for a flexible, functioning system on the other. I believe we all share this goal. That's why I will work hard with you and our Council colleagues in the coming weeks to find the right compromise on Parliament's involvement in programming.

Post-2015 development framework; a Decent Life for All

Let me turn now to a second great challenge we face in 2013: the post-2015 development framework.

The Commission will issue a communication outlining its view on an appropriate framework in which the EU should adopt its position on a post-MDG instrument and sustainable development goals in the run-up to the UN meeting in September that will discuss these issues.

The September meeting will have before it a report from the High-level Panel on the global development framework beyond 2015, on which I am proud to serve, together with a report from Secretary-General Ban and input from the post-Rio group on sustainable development goals.

I would like to thank you for your invitation to discuss the post-2015 development framework in detail early next year. Before that, however, let me briefly outline how I see this process – and the European approach – developing.

Our immediate priority has to be one last push to meet the existing MDGs, especially in those countries and sectors most off-track. We believe that the MDGs have been a success story; so there is no reason for us to stop pursuing them now, before the 2015 deadline.

However, we must accept that the war on poverty is far from over.

We should therefore use the MDGs as a springboard towards greater progress beyond 2015. This will mean grasping the historic opportunity we have of eliminating poverty within a generation. It will be no mean feat – but with resolute action we can achieve it.

So poverty eradication must be our main priority and focus. That said, I believe that guaranteeing a Decent Life for All by 2030 should be the core vision underpinning our work. Turning this vision into reality will involve taking a broader look at human development issues and following a number of key principles.

First, we must strive for stable foundations and minimum "floors" to guarantee well-being for all people. Future framework would provide the basic rights that every citizen on the planet should expect and demand from their governments at the very latest by 2030. The poorest countries would continue to receive ODA from the international community if necessary.

In addition, fragile and conflict-affected states will need help to achieve better living standards, to become more resilient and to overcome insecurity and violence.

That's why a second principle should be about guaranteeing justice, democracy, equity and human rights, about the drivers for prosperity, and about creating jobs. The MDGs are important, but cannot guarantee a decent life by themselves. Without dignity, poverty remains.

The third principle I wanted to mention today centres around "good stewardship" of natural resources, including the sound use of income from natural resources, action to prevent their depletion, and equitable access to and use of these resources. It's about time we set in train policies that will protect our natural wealth before our current unsustainable living practices threaten to undo our past progress.

These principles underpinning my vision of a Decent Life for All dovetail nicely with the development aims we have set out in our Agenda for Change and with the three dimensions of sustainable development which should feature in a post-2015 development agenda. While Rio was not an unqualified success, it did lay the foundations for progress, because we all know that unless we address global sustainability, and above all climate change, so much of the work we do in supporting developing countries in alleviating poverty will be in vain.

The simple fact is that climate change and other global sustainable challenges will hit those countries least able to deal with them the hardest; this must be addressed. At Rio+20 the international community agreed that the sustainable development goals it puts in place must be coherent with and integrated into the UN development agenda beyond 2015. Likewise, the process

to establish the SDGs should be coordinated and coherent with the process to consider the post-2015 development agenda.

The EU intends to play a full part in both processes and we believe that both must be truly inclusive. It goes without saying, therefore, that the work of this committee and its input at all stages will be highly valued. We will also focus on outreach and we look forward to inviting you to a number of events we will be organising throughout next year to ensure full public involvement.

In short, then, the key deliverables for the Commission in development policy terms for 2013 will be making sure that the Agenda for Change is properly implemented and ensuring that Europe speaks with a single, forceful voice in the post-MDG debate.

However, this is not the limit of our ambitions.

Firstly, as Europe's democratically elected representatives and development experts, you understand how important the role of civil society organisations and local authorities is in the development field. For the next MFF we have proposed that the programme dealing with support for their activities should remain in place, and through our recent communication on civil society organisations we will be able to guarantee value for money from this support.

Local authorities can play a major role in helping us tune in better to people's real needs by promoting local governance, decentralisation and a territorial approach. With this in mind, early next year I intend to redefine the EU's strategic partnership with local authorities and create an updated framework for EU support for local authorities in developing countries.

Secondly, as I have said to you many times in the past, sustainable agriculture and food and nutrition security are fundamental to development. Earlier I mentioned our key role in SUN, a model for coherent support for sustainability in agriculture and nutrition which, if properly implemented, can be transformative throughout the work we do and can provide a seamless link between development and humanitarian assistance. We will bring forward a package of communications on food security and nutrition challenges next year to ensure that best practice becomes standard practice.

We are also rallying Member States around an implementation plan to follow through on our joint policy commitments on food and nutrition security. This will hold the EU accountable to its commitments and drive even better coordination of our actions; we will present this early next year.

Lastly, I would like to reiterate my firm conviction that we must meet our commitments. The EU has performed remarkably in terms of providing development assistance since the MDGs were set in 2000. Since then it has doubled the amount of aid it gives. Together, the EU and its Member States are the world's largest donor, providing more than half of total aid flows to developing countries and 50% more ODA than the United States. Even more than that, however, we are also the largest trading partner for developing countries and the largest economy to give full duty- and quota-free access to Least Developed Countries.

We can be proud of what we are doing. But through our Agenda for Change we have rightly promised to deliver even more. I will continue to press for us to abide by our 0.7 per cent pledge, and we will review spending levels in our 2013 accountability report.

Conclusion

Honourable Members,

Even in these difficult times, I know that our development cooperation can yield more and better results for those who need it most – those whose voices are not heard, but who are relying on us to speak for them. Hence my call to you to lend me your vocal support and help me speak for them. That support will be both appreciated and vital. And it will help make 2013 the best year yet for EU development cooperation.

I will end here by wishing you all a very Merry Christmas and a Happy New Year.

Thank you.
